

Schneider, Ronald M., *The Political System of Brazil : Emergence of a ' Modernizing ' Authoritarian Regime 1964-1970*, New York, Columbia University Press, 1971, 431 p.

Jean-René Chotard

Volume 7, Number 2, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700684ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700684ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1976). Review of [Schneider, Ronald M., *The Political System of Brazil : Emergence of a ' Modernizing ' Authoritarian Regime 1964-1970*, New York, Columbia University Press, 1971, 431 p.] *Études internationales*, 7(2), 304–305. <https://doi.org/10.7202/700684ar>

importantes en vue d'établir un règlement international en la matière.

Cet ouvrage collectif présente un très grand intérêt. Il met en évidence des points qui, jusque-là, ne faisaient pas l'objet de discussions approfondies, points qui présentent pourtant une importance très grande pour les pays en voie de développement. Espérons que cette prise de conscience qui commence à se faire jour, et ce, grâce à la CNUCED, se développera davantage dans les années à venir et débouchera sur une plus grande coopération entre pays développés et pays en voie de développement.

Jean ANGRAND

*Faculté de droit,  
Université de Montréal*

SCHNEIDER, Ronald M., *The Political System of Brazil: Emergence of a 'Modernizing' Authoritarian Regime 1964-1970*, New York, Columbia University Press, 1971, 431p.

Le livre de Schneider, *The Political System of Brazil: Emergence of 'Modernizing' Authoritarian Regime, 1964-1970*, aborde, sous l'angle politique, l'étude d'un pays complexe. Sous-développement et modernisation grandiose cohabitent sur un vaste territoire où l'industrialisation se réalise sans qu'ait été rompu le système de la grande propriété foncière. La juxtaposition de groupes sociaux nombreux, parmi lesquels certains offrent un aspect anachronique, explique l'existence de nombreux partis politiques, après la Deuxième Guerre mondiale. Mais le décalage entre leurs idéologies n'était pas à ce moment le seul problème, une distorsion supplémentaire provenait du fait qu'au moment où s'accroissaient les cités, le leadership politique demeurait hors de celles-ci. C'est dans une réalité aussi disparate que les militaires ont apporté leur solution : le coup d'État.

Pour rendre compte de cet événement, l'auteur ne se limite pas à une approche

traditionnelle, qui consisterait à brosser la situation brésilienne, et à examiner le rôle des officiers. Il effectue, bien sûr, cette démarche, mais brièvement, et consacre l'essentiel de son ouvrage à analyser les structures du régime afin de parvenir à la définition d'un « modèle politique », applicable à d'autres situations analogues. Dans l'élaboration de ce projet, il fait d'ailleurs des emprunts notables à des politologues, tel S. Huntington.

Schneider établit d'abord l'ancienneté de l'intervention armée dans les affaires politiques brésiennes. De 1889 à 1964, il distingue deux types de coup de force. Le premier, appelé « déblocage » (*break-through*), est un recours à la force pour échapper à une situation sans issue par la voie constitutionnelle. Le second, qualifié de « coup-veto » (la locution anglaise est la même), constitue un violent arrêt dans un processus politique dont l'orientation paraissait suspecte aux militaires. Ces deux notions, il est vrai, proviennent d'un même schéma subjectif, les militaires s'arrogeant le privilège de déterminer si le cours des événements politiques est, ou n'est pas, conforme à l'idée qu'ils se font de l'intérêt national.

Le renversement du président J. Goulart, en 1964, en fournit l'illustration : les généraux interviennent lorsqu'ils considèrent que le chef de l'État trahit l'esprit de la nation. Comme le remarque justement l'auteur, cet épisode intervient au terme d'une assez longue période de déséquilibres. L'industrialisation s'étant réalisée à l'aide d'apports technologiques sophistiqués, le chômage augmente dans les villes au cours des années cinquante. Parallèlement, l'essor du secteur tertiaire grossit les effectifs d'une bourgeoisie « anxieuse » de tout ce qui ressemble à l'instabilité. Celle-ci a donc intérêt à voir se mettre en place un encadrement strict de la population.

Mais les militaires ne sont pas les agents dociles d'une bourgeoisie soucieuse de paix sociale. Quels que soient leurs liens avec les classes moyennes, et l'auteur est très

bref sur le sujet, les militaires agissent d'abord pour leur propre compte. Plus exactement, ils agissent selon leurs tendances, car il n'existe pas une claire unanimité dans leurs objectifs. Facilement, ils forment un consensus pour éliminer, réduire au silence ou priver de leurs droits politiques, des parlementaires, des intellectuels et des personnalités diverses. De la même façon, ils soupçonnent toutes les institutions représentatives et placent leur confiance en une gestion technocratique de l'État. Les cabinets ministériels grouperont ainsi des militaires et des ministres techniciens.

Que faire ensuite du pouvoir ? Il semble que les militaires n'aient pas, au départ, une option précise pour le long terme en la matière. Castelo Branco envisage même un retour à une « normalité parlementaire ». Mais le cours des événements convainc les militaires, si besoin il y avait, que cette perspective est illusoire. Les traditions des anciens partis, en marge d'un Parlement mis en sommeil, n'aboutissent à aucun regroupement (Frente Ampla). L'agitation ouvrière et étudiante accompagnée d'une critique nouvelle, développée au sein de l'Église, poussent les militaires vers une ligne toujours plus dure.

Ce processus coïncide avec l'arrivée aux grades supérieurs d'officiers formés sur une base idéologique nouvelle. Pendant longtemps, les cadets avaient étudié dans des écoles calquées sur un modèle importé d'Europe occidentale et dans lequel le parlementarisme était jugé comme idéal. L'orientation est changée avec la Deuxième Guerre mondiale et une nouvelle école de guerre est fondée en 1949. L'enseignement technique et tactique emprunte beaucoup à celui des académies militaires nord-américaines. L'impulsion idéologique y est marquée par le contexte de la guerre froide. Ainsi est élaborée une doctrine dite de « sécurité nationale ». Les officiers formés dans ce contexte arrivent aux postes de commandement à partir de 1965. Ils raisonnent en termes de moyens à opposer à la subversion, ménageant ainsi la transition

vers une dictature totale qui est en place à la fin de 1968.

L'auteur conduit toute cette analyse avec une rigueur méthodologique très estimable. Il poserait même toutes les questions, s'il examinait la fonction exacte de la répression dans ce système. Il ne fait, en effet, que de brèves allusions à la torture. De même il présente les hauts gradués brésiliens comme des nationalistes anticommunistes, mais il n'examine pas quels types de relations ils entretiennent avec les É.-U. Nous apprenons, par exemple, que le grand moment de l'année académique pour les cadets consiste en une visite de trois semaines à leurs confrères de Westpoint ; mais l'ouvrage ne nous dit rien de la *CIA*, dont le sigle n'apparaît même pas à l'index. Enfin, il est dommage que l'auteur, dont le souci pour l'exactitude des concepts est méticuleux, utilise le terme « révolution » pour désigner le coup d'État, simplement parce que les militaires eux-mêmes se l'approprient... Toutes ces réserves sont importantes, elles n'empêchent pourtant pas le livre d'être éminent et irremplaçable sur le sujet.

Le Brésil y apparaît comme une entité originale du Tiers-Monde. Un peu comme dans l'Égypte de Nasser, les généraux de Brasilia veulent justifier leur pouvoir par son efficacité ; dans cette ligne, ils ont amorcé la pénétration de l'Amazonie et lancé d'autres réalisations du même ordre.

Au terme de son étude, en 1970, Schneider dresse un bilan plutôt sombre de ce qu'il appelle lui-même « la descente dans la dictature ». Des clivages profonds subsistent au sein des forces armées, mais un retour au pouvoir civil apparaît hors de vue. Les officiers, en effet, s'aperçoivent que le type de leadership qu'ils jugent nécessaire à la nation ne résisterait pas à des élections. Dès lors, et pour un avenir prévisible, la situation du Brésil risque d'être instable dans le contexte d'une dictature rigoureuse.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke*